



2009 | Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario



L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances

Allocution



2009 | Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario



L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances

Sous réserve de modifications

Allocution

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009, Allocution*, appeler (sans frais d'interurbain) au :

Demandes en français et en anglais :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario

Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

416 325-3408 (ATS)

1 800 668-9938 Sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2009

ISSN 1499-5557 (Imprimé)

ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:

2009 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement



Introduction

Monsieur le Président, je présente aujourd'hui le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

Au cours de la dernière année, la récession a eu des conséquences importantes sur l'économie mondiale, et sur celle de l'Ontario.

Nombre de compétences territoriales font face à une diminution marquée de leurs revenus et à une hausse de leurs charges du fait que leurs citoyens ont besoin de l'aide des pouvoirs publics.

Notre mission à l'heure actuelle est claire : créer des emplois, aider les familles et mettre en place les conditions propices à une nouvelle ère de croissance économique. Le plan que nous avons élaboré pour relever les défis que présente la récession mondiale, tel qu'il est décrit dans le budget de 2009, était, et continue d'être, le plan approprié, compte tenu de la conjoncture.

À l'instar des gouvernements du monde entier, nous avons pris des mesures déterminées. Nous faisons des investissements dans l'infrastructure et la formation professionnelle. Nous réformons notre régime fiscal. Nous faisons tout pour nous préparer à la croissance.

Ces six dernières années, nous avons fait des progrès constants dans la reconstitution de nos services publics. Maintenant, nous devons nous attaquer à leur préservation.

Monsieur le Président, aujourd'hui, je fais le point sur les perspectives économiques et financières de la province.

Perspectives économiques et mise à jour sur les finances

Le ralentissement économique à l'échelle mondiale continue d'avoir des incidences considérables sur les familles, les entreprises et les pouvoirs publics.

La récession est importante et s'étend à l'échelle mondiale. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les échanges commerciaux à l'échelle mondiale ont diminué de 11,9 pour 100 en 2009.

Les économies du monde entier accusent un recul; dans certains pays, ce recul est beaucoup plus important que le nôtre. Par exemple, les États-Unis et l'Europe ont connu une contraction prononcée de leur économie. Quant à elles, les économies de l'Inde et de la Chine ont affiché un fléchissement marqué.

Compte tenu des meilleurs conseils qui soient, nous prévoyons une diminution de 3,5 pour 100 du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario en 2009. L'économie de la province devrait enregistrer des gains modérés de 2,0 pour 100 en 2010 et de 3,0 pour 100 en 2011. Nos hypothèses de planification sont plus conservatrices que la moyenne des prévisions du secteur privé.

Au deuxième trimestre de 2009, le PIB réel de l'Ontario accusait un repli de 5,0 pour 100 par rapport au sommet atteint avant la récession.

récession mondiale

répercussions à
l'échelle planétaire



aider la population
pendant la récession

assurer le maintien
des emplois

Monsieur le Président, en raison de la récession mondiale, la taille de notre économie est semblable à ce qu'elle était en 2005.

Les revenus fiscaux se situent maintenant aux niveaux enregistrés en 2005.

Comme nous l'avons signalé dernièrement dans les Comptes publics, les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont chuté l'année dernière de 48,1 pour 100, un taux sans précédent. Cette baisse des revenus correspond à plus de 6 milliards de dollars.

Parallèlement, la récession a donné lieu à une hausse de la demande de services gouvernementaux.

Un nombre accru de personnes dépendent de l'aide sociale. Un nombre accru de personnes ont besoin de programmes de formation professionnelle. Un nombre accru de personnes retournent au collège ou à l'université. Un nombre accru de personnes ont recours à des services de santé. En période de ralentissement économique, les citoyens dépendent beaucoup plus des services publics.

Règle générale, la hausse de l'emploi et des revenus du gouvernement traîne derrière la croissance de l'économie. En effet, l'économie a besoin de temps pour retourner à la normale après une récession.

D'autres compétences territoriales doivent, tout comme nous, relever ces défis. Mais l'Ontario fait face à un autre défi particulier qui donne lieu à des possibilités.

L'industrie de l'automobile de l'Ontario emploie des centaines de milliers de personnes. En fait, davantage de véhicules sont fabriqués en Ontario que dans n'importe quelle autre compétence territoriale en Amérique du Nord.

Voilà pourquoi le gouvernement McGuinty est intervenu. Il a accordé 4 milliards de dollars pour, d'une part, aider les habitants de toute la province à travailler et, d'autre part, maintenir notre rôle de leader dans l'industrie de l'automobile, non seulement dans le secteur de la fabrication des véhicules automobiles, mais également dans celui de la production des pièces d'automobiles, chez les concessionnaires d'automobiles et dans les ateliers de réparation d'automobiles.

Il convient de signaler que l'Ontario est la seule compétence infranationale en Amérique du Nord à avoir participé au plan d'aide au secteur de l'automobile.

Monsieur le Président, les grandes économies du monde ont enregistré une hausse importante de leur déficit. En outre, ces derniers mois, à mesure que les contrecoups de la récession sont devenus plus manifestes, les gouvernements ont actualisé les prévisions de leur déficit.

Le déficit américain s'élève à près de 1,5 billion de dollars. Le gouvernement du Canada, pour sa part, reconnaît l'existence d'un déficit totalisant 56 milliards de dollars cette année. L'excédent budgétaire prévu il y a à peine un an n'est plus.



Pratiquement toutes les autres provinces du pays prévoient un déficit plus important cette année. Le fléchissement de l'économie a eu des incidences très négatives sur nous tous.

L'Alberta fait face à un déficit pour la première fois en 15 ans.

Dernièrement, le gouvernement du Canada, celui des États-Unis et celui de certaines autres provinces ont tous revu leurs projections de déficit à la hausse pour le prochain exercice.

En raison des répercussions de l'économie mondiale sur l'Ontario et du désir de notre gouvernement d'investir dans les habitants de la province, le déficit prévu s'élève à 24,7 milliards de dollars en 2009-2010.

Le déficit de 2009-2010 correspond généralement au pourcentage de l'économie de l'Ontario par rapport à l'économie du Canada. Règle générale, il est aussi proportionnel au déficit du gouvernement fédéral.

Monsieur le Président, ces derniers mois, nous avons constaté les signes précurseurs d'une reprise économique.

Les marchés des capitaux ont commencé à se stabiliser. Les marchés boursiers et ceux de l'immobilier se sont améliorés.

Selon les statistiques les plus récentes disponibles, les exportations internationales de l'Ontario ont été à la hausse en juin, en juillet et en août.

Mais, ce qui est encore plus important, l'Ontario a enregistré une légère hausse de l'emploi au cours des quatre derniers mois.

Même si ces indices sont positifs, la récession mondiale a eu des répercussions considérables. La richesse des ménages et la confiance des consommateurs sont inférieures aux niveaux constatés avant la récession. Les ventes au détail sont toujours moins élevées qu'elles ne l'étaient.

L'économie mondiale reste vulnérable à divers risques. Ces dernières semaines, le dollar canadien s'est considérablement apprécié. Les prix du pétrole peuvent aussi fluctuer beaucoup, comme nous avons pu le constater récemment. Une éventuelle hausse rapide des taux d'intérêt pourrait aussi avoir des effets néfastes sur notre économie. Le rythme de la croissance économique aux États-Unis aura également des incidences sur notre croissance.

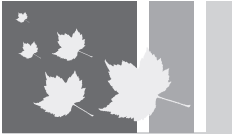
Comme d'habitude, les revenus du gouvernement traînent derrière le rendement économique. Il faudra peut-être du temps avant que la croissance économique se traduise par le retour des revenus aux niveaux enregistrés avant la récession.

Et nous savons très bien que le chômage, tant en Ontario qu'ailleurs dans le monde, reste élevé.

À court terme, par conséquent, nous devons continuer d'investir dans la création d'emplois, l'infrastructure et la formation professionnelle. Monsieur le Président, nous continuerons d'investir dans l'Ontario.

signes de reprise

investir dans la
création d'emplois



investir dans
l'infrastructure

investir dans
la formation
professionnelle

Atténuation des effets du ralentissement

Dès les premiers signes d'un ralentissement économique, il y a près de deux ans, le gouvernement McGuinty est intervenu pour en atténuer les effets sur les familles ontariennes en préservant les emplois et les services.

Nous investissons 32,5 milliards de dollars dans l'infrastructure. Un nouveau laboratoire est en cours de construction sur le campus de Mississauga de l'Université de Toronto et des travaux ont été entrepris pour améliorer la route 17 à Kenora – pour ne donner que deux petits exemples. Les chantiers se multiplient et les gens travaillent sur plus de 650 projets aux quatre coins de l'Ontario.

Nous avons investi dans le secteur de l'automobile pour que les travailleurs conservent leur emploi.

Et nous avons investi dans la formation. Cette année, les programmes d'emplois d'été ont aidé plus de 104 000 jeunes à trouver un emploi d'été. Plus d'un million d'Ontariennes et d'Ontariens se sont inscrits à nos programmes de formation professionnelle. Notre programme Deuxième carrière, quant à lui, a déjà dépassé ses objectifs en aidant près de 21 000 personnes à se recycler en vue d'obtenir un emploi dans un métier ou une profession à forte demande.

Dans le budget de 2009, le gouvernement McGuinty a continué de manifester son engagement envers les plus vulnérables, particulièrement en cette période de ralentissement économique. La mise en oeuvre du programme de la Prestation ontarienne pour enfants a été accélérée et le montant maximal de 1 100 \$ a commencé à être versé cet été, soit deux ans avant l'échéance fixée. Nous avons également augmenté les taux de l'aide sociale pour la cinquième fois depuis 2003.

Notre gouvernement a pris la décision délibérée de suivre les conseils du FMI et d'investir entre 2 et 3 pour 100 du PIB dans la stimulation de l'économie. D'autres pays ont suivi ces mêmes conseils.

Nous nous sommes également attachés à positionner l'Ontario pour assurer sa croissance à long terme.

La chose la plus importante que nous puissions faire pour accroître la compétitivité de l'économie ontarienne consiste à moderniser notre régime fiscal. Les réductions d'impôts proposées et la mise en oeuvre de la taxe de vente harmonisée (TVH) donneraient à nos entreprises et à nos familles un avantage appréciable au sein de l'économie mondiale. Le taux effectif marginal d'imposition des revenus découlant des nouveaux investissements des entreprises serait réduit de moitié – ce qui signalerait clairement que l'Ontario est bien prêt au nouvel essor des entreprises.

En outre, 93 pour 100 des contribuables ontariens obtiendraient une réduction d'impôt permanente. Et les personnes qui touchent le revenu le plus faible seraient assujetties au taux d'imposition provinciale le plus bas au Canada.

Le train de mesures fiscales que nous proposons améliorera certainement la situation de l'Ontario. Il devrait permettre de créer des emplois, d'attirer de nouvelles entreprises dans la province et d'accroître considérablement notre avantage concurrentiel.



Notre régime fiscal modernisé serait plus progressif et placerait l'Ontario dans une meilleure position pour relancer son économie. Il réduirait les revenus fiscaux de l'Ontario de 2,3 milliards de dollars sur quatre ans, ce qui représente un investissement essentiel et opportun dans notre avenir.

Ces mesures, et les autres qui ont été présentées dans le budget de l'Ontario de 2009, intitulé *Relever le défi*, aident les familles ontariennes à essuyer la tourmente économique mondiale et nous préparent à l'ère de croissance économique qui suivra la récession.

Viabilité financière

Monsieur le Président, à l'instar de la plupart des autres compétences territoriales du monde, l'Ontario affiche un déficit afin de protéger et de créer des emplois, et de jeter les bases d'une économie qui sera plus forte une fois la récession terminée.

Les Ontariennes et Ontariens savent que ce plan d'action est celui qui est le plus approprié en cette période difficile.

Dans notre budget de 2009, nous avons fait les choix appropriés pour aujourd'hui.

Quand la province se sera sortie de la récession, nous éliminerons le déficit et rembourserons la dette accumulée pour assurer la durabilité des services publics que nous privilégions tous.

Aujourd'hui, nous entreprenons un périple qui aboutira à l'élaboration du prochain budget de la province. Nous allons consulter tous les segments de la population sur les meilleures façons d'assurer la viabilité de nos services publics.

Le Conseil du Trésor de l'Ontario examinera la prestation des services. Il élaborera un plan visant à remettre la province sur des assises financières plus solides et durables, et à assurer l'équilibre budgétaire tout en protégeant les services clés.

Le plan d'action du Conseil du Trésor fera partie du budget de 2010.

Nous ne nous arrêterons pas là. Au cours des prochains mois et des prochaines années, nous modifierons la façon dont nous exerçons nos activités dans la province. Nous sommes en voie de fournir des services publics de qualité de manière encore plus efficace et efficiente.

L'Ontario se classe au deuxième rang parmi les provinces et territoires canadiens ayant les charges de programmes par habitant les plus faibles. Nous obtenons de bons résultats et nous devons faire plus.

Nous inviterons nos partenaires des secteurs public et parapublic à nous aider à soutenir les services publics à long terme. Nous passerons en revue l'ensemble des organismes, conseils et commissions pour nous assurer qu'ils répondent aux besoins et aux attentes de la population de l'Ontario.

Il nous incombe à nous tous de participer à ce dialogue important afin d'arriver à un consensus sur la façon de relever ce défi.

Nous traiterons de notre plan visant à rétablir l'équilibre budgétaire de la province dans le budget de 2010.

La tâche ne sera pas facile ni de courte durée. En unissant nos efforts, nous réussirons.

assurer la viabilité
des services publics

examiner la
prestation des
services



accent sur
l'éducation

compétitivité accrue
de l'Ontario

Accent mis sur les priorités

Monsieur le Président, nous continuerons de mettre l'accent sur nos priorités clés au cours des prochains mois, c'est-à-dire les questions auxquelles la population de l'Ontario attache le plus d'importance, soit la création d'emplois, les services de santé et l'éducation.

L'éducation est, et a toujours été, une des priorités fondamentales du gouvernement McGuinty.

Nous sommes déterminés à constamment améliorer l'éducation dans la province. C'est pour cette raison que le premier ministre McGuinty fera une annonce ce mois-ci sur la mise en oeuvre graduelle de l'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et cinq ans de l'Ontario.

Cette initiative accroîtra encore plus l'avantage concurrentiel que représente déjà notre main-d'oeuvre très qualifiée et scolarisée.

L'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et cinq ans permettra aussi aux parents de tirer profit de nouvelles possibilités d'emploi.

Pour faire cet investissement, nous devons faire des choix difficiles. Et nous les ferons.

Monsieur le Président, notre gouvernement établira un équilibre entre l'engagement qu'il a pris de préserver les services publics et sa détermination de mettre l'Ontario sur des assises financières solides et durables.

C'est là notre responsabilité, Monsieur le Président, et nous l'assumerons.

Conclusion

Je suis persuadé que l'Ontario sortira de la récession plus averti, plus efficient, plus compétitif et plus fort, et que son économie sera prête pour la prochaine ère de croissance.

Nos fondements sont solides : une main-d'oeuvre très qualifiée, un système d'éducation solide et une passion pour l'innovation.

Nos forces uniques nous permettent de soutenir la concurrence mondiale, et elles continueront de le faire.

Ainsi, l'Ontario demeurera une province offrant un niveau de vie élevé et où chacun de nous a de véritables chances de réussir.

L'Ontario sortira grandi de la récession.

L'Ontario sera une meilleure province.

L'Ontario sera une province plus forte.

Merci, Monsieur le Président.